

La loi de la nationalité arabe saoudienne du 23 septembre 1954 et son application au regard des conventions internationales

Houari Belarbi

Citer ce document / Cite this document :

Belarbi Houari. La loi de la nationalité arabe saoudienne du 23 septembre 1954 et son application au regard des conventions internationales. In: Revue internationale de droit comparé. Vol. 64 N°3, 2012. pp. 793-816;

doi : 10.3406/ridc.2012.20104

http://www.persee.fr/doc/ridc_0035-3337_2012_num_64_3_20104

Document généré le 05/06/2016

Résumé

La naissance du royaume d'Arabie saoudite est récente historiquement, et l'indépendance acquise après la chute de l'empire Ottoman l'a poussé à réunifier ses territoires, et à procéder à la promulgation des lois qui reflètent la volonté du nouveau pouvoir à son attachement à la chari'â islamique. Les lois successives de la nationalité saoudienne ont adopté des critères semblables aux législations comparées en matière d'attribution, d'acquisition ou de perte de la nationalité, mais à la seule différence que le législateur saoudien s'est basé d'une manière stricte sur les dispositions de la chari'â islamique qui reste la seule source des différentes lois promulguées dans le royaume. De ce fait, le législateur accorde une grande importance à la filiation paternelle légitime dans la transmission de la nationalité saoudienne et la mère saoudienne se voit imposer des conditions afin de transmettre sa nationalité saoudienne à ses enfants. La ratification des conventions internationales n'ayant qu'un effet limité sur le droit de la nationalité saoudienne du fait des réserves émises par le royaume sur les dispositions qui sont en opposition avec celles de la chari'â islamique.

Abstract

The emergence of Saudi Arabia is historically recent, after it gained its independence after the fall of the Ottoman Empire, have implemented issuing laws that reflect the new authority and its adherence to Islamic law. Saudi nationality rules have adopted successive regimes similar to those adopted by the comparison of laws in the area of grants, gain, and loss of nationality, but the only difference being that the Saudi organizer relied strictly on the provisions of Islamic chari'â which is the source of the various regulations issued in the Kingdom. Hence, the Saudi regulator attaches great importance to the legal rate from the father's side in the transmission of citizenship to the children, while the Saudi mother find herself bound by the terms of granting to transfer her nationality to her children. The ratification of international treaties by the Kingdom of Saudi Arabia have had a limited impact in the area of the Saudi Nationality Law, due to the reservations made by the Kingdom towards the inconsistent terms with the Islamic chari'â.

**LA LOI DE LA NATIONALITÉ ARABE SAOUDIENNE
DU 23 SEPTEMBRE 1954
ET SON APPLICATION AU REGARD
DES CONVENTIONS INTERNATIONALES**

Houari BELARBI*

La naissance du royaume d'Arabie saoudite est récente historiquement, et l'indépendance acquise après la chute de l'empire Ottoman l'a poussé à réunifier ses territoires, et à procéder à la promulgation des lois qui reflètent la volonté du nouveau pouvoir à son attachement à la *chari'â* islamique. Les lois successives de la nationalité saoudienne ont adopté des critères semblables aux législations comparées en matière d'attribution, d'acquisition ou de perte de la nationalité, mais à la seule différence que le législateur saoudien s'est basé d'une manière stricte sur les dispositions de la *chari'â* islamique qui reste la seule source des différentes lois promulguées dans le royaume. De ce fait, le législateur accorde une grande importance à la filiation paternelle légitime dans la transmission de la nationalité saoudienne et la mère saoudienne se voit imposer des conditions afin de transmettre sa nationalité saoudienne à ses enfants. La ratification des conventions internationales n'ayant qu'un effet limité sur le droit de la nationalité saoudienne du fait des réserves émises par le royaume sur les dispositions qui sont en opposition avec celles de la *chari'â* islamique.

The emergence of Saudi Arabia is historically recent, after it gained its independence after the fall of the Ottoman Empire, have implemented issuing laws that reflect the new authority and its adherence to Islamic law. Saudi nationality rules have adopted successive regimes similar to those adopted by the comparison of laws in the area of grants, gain, and loss of nationality, but the only difference being that the Saudi organizer relied strictly on the provisions of Islamic chari'â which is the source of the various regulations issued in the Kingdom. Hence, the Saudi regulator attaches great importance to the legal rate from the father's side in the transmission of citizenship to the children, while the Saudi mother find herself bound by the terms of granting to

* Professeur de droit à la Faculté de droit et science politique, Université Roi Saoud, royaume d'Arabie Saoudite.

transfer her nationality to her children. The ratification of international treaties by the Kingdom of Saudi Arabia have had a limited impact in the area of the Saudi Nationality Law, due to the reservations made by the Kingdom towards the inconsistent terms with the Islamic chari'a.

Le royaume d'Arabie Saoudite a été fondé le 22 septembre 1932 par le roi Abdelaziz al Saoud, artisan de l'unification des territoires après la chute de l'empire Ottoman¹. Les deux royaumes du *Hedjaz* et du *Nadjd* ont fusionné au sein du royaume d'Arabie Saoudite dont la religion est l'Islam et la Constitution, le Saint Coran.

Voulant se démarquer du testament Ottoman, notamment du Code de la nationalité Ottoman du 19 janvier 1869, qui fut abrogé le 24 juillet 1923, l'État saoudien promulgua son premier Code de la nationalité en 1926, puis le remplaça successivement par deux autres codes, celui de 1930 et celui de 1938.

Dans un esprit de continuité de la réaffirmation de l'identité arabo-musulmane de la société saoudienne, afin de définir les critères qui déterminent la nationalité saoudienne et sa transmission dans la communauté nationale sur laquelle pèse une empreinte patriarcale, une nouvelle loi sur la nationalité a vu le jour le 23 septembre 1954². Cette loi contient trente articles dont l'article 28 qui énonce expressément l'abolition des anciens Codes de la nationalité ainsi que de toutes les dispositions en opposition avec cette nouvelle loi.

Les articles 4, 5 et 6 de la loi de 1954 fixent la date de 1914 comme point de départ pour l'attribution de la nationalité saoudienne à tout individu prouvant sa présence sur le sol saoudien et son rattachement à l'empire ottoman, d'où la reconnaissance de plein droit de sa nationalité saoudienne (art. 4).

En revanche, l'article 5 de ladite loi dispose que les femmes faisant partie de la population saoudienne d'origine ne peuvent demander la restitution de la nationalité saoudienne qu'après le divorce ou la mort du conjoint étranger.

Sachant que le droit international reconnaît à chaque État une compétence exclusive pour définir ses nationaux³, ainsi que celle de déterminer les droits et les devoirs de chaque citoyen ou citoyenne, cette question sensible est liée à la souveraineté et à l'identité d'un pays.

¹ Ahmed Abdelkrim SALAMA, *Traité du droit international privé saoudien, étude comparée*, Imprimerie Université Roi Saoud, 1998, p. 152 et s.

² Loi de la nationalité arabe saoudienne, promulguée par décision du Conseil des ministres n° 4 du 23 sept. 1954.

³ H. BATIFFOL, P. BUIRETTE, « Nationalité », *Encyclopédie (Universalis)* 2010.

Bien que la nationalité soit essentiellement régie par la législation nationale, la compétence des États ne peut s'exercer, dans ce domaine, que dans les limites fixées par le droit international⁴ et par les actions similaires d'autres États.

Dans son opinion consultative sur les décrets de nationalité de la Tunisie et du Maroc de 1923, la Cour internationale de justice déclare que : « La question de savoir si une affaire relève exclusivement ou non de la souveraineté interne d'un État est une question essentiellement relative ; elle dépend du développement des relations internationales ». En soutenant cet avis, la Convention de La Haye a marqué la première tentative internationale visant à assurer à chacun une nationalité⁵.

La nationalité relève de la sphère des Droits de l'homme comme le souligne l'article 15 de la Déclaration des droits de l'homme de 1948⁶. En définissant la nationalité comme un lien juridique et politique unissant une personne à un État déterminé⁷, elle suppose que ce lien se manifeste par des devoirs qu'aurait l'individu envers l'État et inversement les droits dont il jouirait, ce qui exclut par principe les étrangers de ce lien.

De même, l'État définit librement les critères d'appartenance et décide des conditions d'attribution de sa nationalité selon ses besoins démographiques, économiques et militaires. Pour cette raison, il est extrêmement difficile de forcer les États à subordonner les conditions d'acquisition, d'attribution, et de perte de la nationalité au droit international⁸.

L'Arabie Saoudite a adhéré à de nombreuses conventions internationales⁹ avec le souhait de tirer profit sur le plan interne pour une modernisation de sa législation dans une variété de domaines qui ne sont pas en opposition avec les préceptes de l'islam ou de la *chari'a* islamique.

⁴ M. BARBALAU, *Évolutions récentes du droit à la nationalité au niveau européen*, Mémoire de D.E.A., 2003, p. 12, téléchargé sur [url] <http://edoctore74.univ-lille2.fr>

⁵ L'article 1^{er} de la Convention de La Haye de 1930 dispose que : « Il appartient à chaque État de déterminer, conformément à sa propre législation, qui sont ses citoyens. Cette législation doit être reconnue par les autres États dans la mesure où elle est conforme aux conventions internationales, aux usages internationaux et aux principes de droit généralement reconnue en matière de nationalité ».

⁶ L'article 15 de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 dispose que : « Tout individu a droit à une nationalité. Nul ne peut être arbitrairement privé de sa nationalité, ni du droit de changer de nationalité ».

⁷ D. GUTMANN, *Droit international privé*, 5^e éd., Dalloz, 2007, p. 285.

⁸ A. KACZOROWSKA, « Le droit à la nationalité est-il un droit fondamental de l'homme ? », *Turkish Yearbook of Human Rights*, vol. 19-20, 1997-1998, p. 135.

⁹ Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes du 18 déc. 1979, entrée en vigueur le 3 sept. 1981, adhésion de l'Arabie Saoudite le 12 déc. 2000 ; Convention internationale des droits de l'enfant du 20 nov. 1989, entrée en vigueur le 2 sept. 1990 et ratifiée par l'Arabie Saoudite le 25 févr. 1996.

La loi fondamentale de gouvernance (*al nizam al açaçi*) promulguée le 1^{er} mars 1992¹⁰ a matériellement valeur de constitution et l'article 1^{er} dispose que : « L'Arabie Saoudite a pour constitution le livre d'Allah (le Coran) et la *Sunna* de son prophète... ».

Ainsi l'article 7 de la loi dispose que : « Le pouvoir tire son autorité du livre d'Allah et de la *Sunna* de son prophète... ». Cela signifie que la *chari'a* doit être la source de toutes les lois, et des codifications promulguées en Arabie Saoudite¹¹. C'est sur cette base que l'Arabie Saoudite lors de son adhésion aux conventions internationales a émis des réserves sur les dispositions qui sont en opposition avec la *chari'a* islamique ou qui touchent directement à la religion de l'État, dont l'article 23 de la loi dispose que : « L'État protège la loi islamique... ». De plus, l'article 70 de la loi dispose que : « Les règlements, les traités, les conventions et les privilèges internationaux sont promulgués et modifiés par décret royal ».

De ce fait, les dispositions de tout traité ou convention internationale approuvées par décret royal sont exécutoires et sont considérées comme faisant partie de sa législation nationale. C'est dans cet esprit que l'Arabie Saoudite a promulgué la loi de la nationalité arabe saoudienne du 23 septembre 1954, qui contient trente articles régissant les critères d'acquisition de la nationalité saoudienne, son attribution, sa déchéance ou sa perte. Notons que la loi de la nationalité de 1954 a fait l'objet de nombreux amendements que nous allons évoquer dans le développement de notre sujet.

Ainsi, l'évolution qu'a connue l'Arabie Saoudite n'a pas permis l'abandon de la conception islamique de la nationalité, au contraire, de nombreux aspects révèlent le maintien et la continuité de cette conception.

Partagé entre le message universaliste de l'Islam, et les conceptions modernes de la nationalité, le législateur saoudien a fait prévaloir l'approche sociologique de la nationalité qui se définit comme l'appartenance de l'individu à un groupe social, – d'où le lien sentimental et affectif basé sur la race, l'ethnie, la religion, la langue, les coutumes, les traditions – c'est une nationalité de fait tout en la joignant à l'approche juridique de la nationalité.

Il convient de s'interroger sur les critères adoptés dans l'attribution et l'acquisition de la nationalité saoudienne ? Quelles sont les nouveautés apportées par les nouveaux amendements de la loi de la nationalité saoudienne ? Le législateur saoudien a-t-il adopté les solutions prises par les législations modernes en matière de nationalité ? Enfin, quels sont les effets

¹⁰ Loi fondamentale de gouvernance du 1^{er} mars 1992, promulguée par ordonnance royale n° A/90 du 1^{er} mars 1992, publiée au *JO* n° 3397 du 6 mars 1992.

¹¹ S. JAHEL, « Introduction à l'étude du système constitutionnel du royaume d'Arabie Saoudite », art. publié sur : [url] <http://www.cedroma.usj.edu.lb/pdf/cpayer/jahel.pdf>

des conventions internationales ratifiées par le royaume sur la loi de la nationalité saoudienne ?

I. L'ATTRIBUTION DE LA NATIONALITÉ SAOUDIENNE

La nationalité d'origine est celle que l'individu possède dès sa naissance sans aucune manifestation de volonté ; son attribution est légale et automatique, elle se base sur deux critères : 1) par la filiation ou le lien familial, 2) par la naissance sur le territoire saoudien.

A. – *L'attribution par la filiation : la nationalité d'origine (jus sanguinis)*

La nationalité d'origine découle traditionnellement du droit du sang qui permet la conservation, la perpétuation de la nation¹² et de son identité. La conservation de l'identité nationale en Arabie Saoudite passe par les pères qui jouissent d'un droit absolu dans la transmission de la nationalité saoudienne à leurs enfants.

Quant aux femmes saoudiennes, leur nationalité ne joue qu'un second rôle dans la transmission de la nationalité saoudienne, et sous certaines conditions déterminées par la loi saoudienne sur la nationalité et son règlement exécutif du 18 avril 2005¹³.

1. *Droit du sang absolu*

La nationalité saoudienne se transmet comme le nom de famille par la filiation et le rattachement de l'enfant à son père (*pater familias*), et non à sa mère. Elle est basée sur la filiation légitime d'où l'impossibilité de transmettre la nationalité par les mères saoudiennes aux enfants issus d'une filiation illégitime établie hors du cadre légal du mariage¹⁴.

La base de son attribution est le lien de filiation existant entre l'intéressé au moment de sa naissance et la personne qui va lui transmettre sa nationalité.

L'article 7 de la loi de la nationalité saoudienne de 1954 dispose que :
« Est considérée de nationalité saoudienne la personne née au royaume

¹² D. PERRIN, « Identité et transmission du lien national au Maghreb : étude comparée des codes de la nationalité », *L'année du Maghreb*, vol. III, 2007, mis en ligne le 1^{er} nov. 2010 sur [url] <http://anneemaghreb.revues.org/349>.

¹³ Règlement exécutif de la loi de nationalité saoudienne promulgué par décision de son Altesse royale ministre de l'Intérieur n° 74 du 18 avr. 2005 et publié au *JO* n° 4041 du 22 avr. 2005.

¹⁴ T. M. DOUIDAR, *Droit international privé saoudien*, Alexandrie, éd. Les savoirs, 2002, p. 129 ; A. A. SALAMA, *op. cit.*, p. 159 et s.

d'Arabie Saoudite ou à l'étranger d'un père saoudien... ». Selon ce texte, le législateur saoudien accorde le droit absolu au père de transmettre sa nationalité à ses enfants sans même tenir compte de leur lieu de naissance, ce qui n'exclut pas l'hypothèse d'un conflit de nationalité en cas de naissance de l'enfant dans un pays étranger qui adopte la règle du *jus soli* dans l'attribution de sa nationalité, parfois sans même tenir compte de la nationalité de la mère des enfants ou de l'épouse du père saoudien.

Pour que l'enfant puisse bénéficier de la nationalité saoudienne, il suffit de prouver ou de satisfaire aux conditions suivantes :

a. La preuve de l'existence du mariage

Le but est de s'assurer de la célébration du mariage selon les conditions posées par la *chari'a* islamique, dont on peut prouver l'authenticité par la délivrance d'un acte de mariage enregistré auprès de l'administration générale chargée de l'enregistrement des actes de mariage du ministère de la Justice¹⁵.

Les relations hors mariage ne sont pas tolérées dans la société saoudienne et l'enfant né de cette relation sera privé de filiation. Le législateur de la loi de 1954 est resté muet sur la nationalité des enfants issus d'une filiation illégitime ou qui jouissent d'une filiation maternelle, et cela malgré la ratification de la Convention internationale des droits de l'enfant par l'Arabie Saoudite le 25 février 1996.

Le législateur saoudien n'a pas suivi les solutions que certains législateurs arabes ont adoptées en matière de nationalité des enfants de père inconnu et dont la filiation n'est établie qu'à l'égard de leur mère¹⁶.

Ce silence peut s'expliquer par le fait de l'attachement de la société saoudienne aux préceptes de l'Islam qui ne tolère guère ce genre de relation, pour ne pas encourager la propagation de ce phénomène au sein de la société.

De plus, l'adoption est interdite par la *chari'a* et dépourvue d'effet en matière de nationalité. Elle est remplacée par l'institution de la *Kafala* qui ne crée aucun lien de filiation entre l'enfant recueilli et la personne qui l'a recueilli, d'où l'impossibilité de transmettre la nationalité.

¹⁵ Elle a été créée par une décision de son Excellence le ministre de la Justice n° 1245 du 27 avr. 2003.

¹⁶ Art. 7-2 du Code de la nationalité algérienne ; art. 6-2 du Code de la nationalité tunisienne.

b. La preuve de la nationalité saoudienne du père au jour de la naissance de l'enfant

Le législateur saoudien exige dans l'article 7 de la loi de 1954, la preuve de l'existence de la nationalité saoudienne du père au jour de la naissance de l'enfant. Si le père, saoudien pendant la durée de la conception de l'enfant ne l'est plus à la naissance, l'enfant ne sera pas saoudien.

De même, le législateur saoudien ne tient pas compte de la différence entre nationalité d'origine ou acquise par voie de naturalisation. Il en résulte que l'enfant est réputé saoudien du fait de l'existence de la preuve de la jouissance du père de la nationalité saoudienne au jour de la naissance de l'enfant.

Aux termes de l'article 32 de la loi de l'État civil¹⁷, tous les enfants nés en Arabie Saoudite et ceux qui sont nés à l'étranger de parents saoudiens doivent être déclarés et inscrits sur les registres de l'État civil.

Dans sa rédaction du texte de l'article 7 de la loi de 1954, le législateur saoudien s'est aligné sur les mêmes solutions que celles édictées par les codes arabes en matière de nationalité où priment le droit du sang, essentiellement paternel et où le père transmet partout sa nationalité.

2. Droit du sang restreint

L'article 7 de la loi relative à la nationalité dispose que : « Est considérée de nationalité saoudienne la personne née dans le royaume ou à l'étranger... d'une mère saoudienne et d'un père de nationalité inconnue ou apatride... ».

Contrairement au droit du sang reconnu au père saoudien sans aucune autre condition, la mère saoudienne ne peut transmettre sa nationalité que si le père est de nationalité inconnue ou apatride ; cela obéit à la logique du système patriarcal qui ne transmet la nationalité que par filiation légitime et paternelle.

Les lois et les règlements du royaume d'Arabie Saoudite sont fondés sur les enseignements de l'Islam, religion sur laquelle l'État a été fondé et dont il se réclame. C'est dans le même état d'esprit que le royaume, en adhérant aux nombreuses conventions internationales, n'a pas hésité à émettre des réserves sur certaines dispositions en opposition avec la *chari'a* islamique¹⁸.

¹⁷ Loi relative à l'État civil, promulguée par le décret royal n° M/7 du 21 déc. 1986 et publié au JO n° 3143 du 10 janv. 1987.

¹⁸ Réserves sur l'article 9, al. 2 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes du 18 déc. 1979 ; réserves sur toutes les dispositions de la Convention internationale des droits de l'enfant du 20 nov. 1989 qui sont contraires à la *chari'a*

En vertu de l'article 7 de la loi, la transmission de la nationalité saoudienne par la mère saoudienne ne peut se faire que si le père est de nationalité inconnue, et non de filiation inconnue. Cependant, le texte susvisé n'élude pas l'hypothèse de la double nationalité si l'enfant est né à l'étranger d'un père de nationalité inconnue et s'il acquiert la nationalité sur la base de la règle du droit du sol.

En attribuant la nationalité saoudienne à l'enfant né d'un père de nationalité inconnue ou apatride, le législateur saoudien voulait limiter les cas d'apatridie tout en ne traitant pas la question des enfants nés d'une mère saoudienne et d'un père inconnu, et cela même en présence d'une filiation maternelle dûment établie à l'égard de la mère. Malgré les recommandations du Comité des droits de l'enfant¹⁹, le législateur saoudien est resté muet sur cette question sans suivre les solutions adoptées par d'autres législateurs arabes²⁰.

Les réserves du Royaume sur l'article 7 de la Convention internationale des droits de l'enfant, qui reconnaît à l'enfant le droit à une nationalité, ne s'oppose pas à la *chari'a* islamique, qui, de son côté, ne s'oppose pas à l'établissement de la filiation maternelle quelles que soient les raisons du non-établissement de la filiation paternelle. Par conséquent, rien ne s'oppose, dans ce cas, à accorder la nationalité saoudienne à l'enfant issu d'une filiation maternelle qui, sans cette solution, serait privé de nationalité malgré la nationalité saoudienne de sa mère.

Les règles du *Fiqh*, appliquées en Arabie Saoudite, expliquent que l'enfant issu d'une relation illicite ne peut établir sa filiation à l'égard de son père²¹. L'État saoudien le prend en charge dès sa naissance à l'hôpital²², et le place dans des organismes chargés de la protection de l'enfance ; il sera considéré comme un enfant né de parents inconnus, mais l'État lui attribue

islamique ; réserves sur les dispositions de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale du 7 mars 1966 qui sont contraires à la *chari'a* islamique.

¹⁹ Examen du deuxième rapport périodique de l'Arabie Saoudite, crc/c/136/ADD.1, observations finales du Comité des droits de l'enfant du 27 janv. 2006.

²⁰ Art. 3-4 du Code de la nationalité jordanien de 1954 ; art. 3-2 du Code de la nationalité syrien de 1969 ; art. 1^{er}/2 du Code de la nationalité du sultanat d'Oman de 1983 ; art. 3-3 du Code de la nationalité yéménite de 1990 ; art. 4-2 du Code de la nationalité du royaume de Bahreïn de 1963 ; art. 2-3 du Code de la nationalité des Émirats Arabes Unis de 1972 ; art. 3-2 du Code de la nationalité koweïtien de 1959 ; etc.

²¹ *Fatwa* du Cheikh Mohamed bin Brahim n° 1080 du 21 févr. 1960 ; une correspondance de son Altesse royale ministre de l'Intérieur n° 16/2466 du 3 août 1998 dont une copie était adressée à l'organisme chargé de l'instruction et au ministère public par laquelle il leur interdit de recourir aux analyses médicales pour l'établissement de la filiation d'un enfant né hors mariage à l'égard du père et que l'enfant soit considéré comme étant né de parent inconnu.

²² Circulaire du directeur général de la médecine thérapeutique n° 397/4303/57 du 23 juin 1975 se basant sur la décision du Conseil des ministres n° 612 du 25 mai 1975 relative aux instructions de remettre les enfants de filiation inconnue aux hôpitaux et de les déclarer à la police pour l'établissement des procès-verbaux.

la nationalité saoudienne par analogie sur le cas prévu dans l'article 7 de la loi relative à la nationalité saoudienne de 1954 concernant les enfants de parents inconnus.

Remarquant que les actes de naissance des enfants issus d'une filiation inconnue ne mentionnaient pas de noms, son Altesse royale ministre de l'Intérieur a adressé une correspondance²³ au ministre de la Santé en lui ordonnant que les actes de naissance contiennent des noms à consonance islamique.

Soulignons que l'État saoudien laisse le choix aux mères de réclamer leurs enfants issus de filiation inconnue ou de les abandonner à l'hôpital qui se charge de les remettre aux organismes chargés de la protection des enfants sans filiation ; ce choix concerne également les mères saoudiennes²⁴, et non saoudiennes²⁵ ; mais ces dernières seront expulsées, après avoir purgé leur peine de prison, avec ou sans leurs enfants.

Notons également qu'en cas d'abandon ou de refus de la mère étrangère de prendre son enfant, et n'ayant pas pu établir sa filiation à l'égard de son père étranger mais de nationalité connue, le tribunal désignera alors le parent qui sera chargé de sa garde²⁶.

Par conséquent, quand un pays refuse de fournir un passeport et un billet d'avion pour la mère étrangère et son enfant qui ne bénéficie que d'une filiation maternelle, l'État saoudien leur fournit un acte de naissance en coordination avec l'*émirat* de Riyadh en vue de leur faciliter l'intégration au sein de la société saoudienne. De plus, ils peuvent bénéficier d'une carte de résidence jusqu'à la majorité de l'enfant ou bénéficier de la nationalité saoudienne avec certaines dispenses²⁷.

Une circulaire de son Altesse royale ministre de l'Intérieur préconisait la possibilité d'attribuer des passeports saoudiens à certains enfants nés d'une mère étrangère de nationalité connue et d'un père inconnu²⁸.

L'Arabie Saoudite a ratifié la déclaration des droits de l'enfant en Islam de l'Organisation de la coopération islamique du 28 juin 2005²⁹, dont les

²³ Correspondance de son Altesse royale, ministre de l'Intérieur n° 3263 du 25 sept. 1983 basée sur la *fatwa* du Cheikh al Baz n° 441/1 S du 15 août 1983.

²⁴ Circulaire du directeur général des prisons n° 110/ T/34 du 7 sept. 1987 concernant les enfants issus de filiation inconnue qui donne le choix aux mères saoudiennes soit d'abandonner leur enfant soit de présenter une demande au ministère des Affaires sociales où elles expriment leur désir de le garder et de le prendre en charge.

²⁵ Circulaire du sous-secrétaire du ministère de l'Intérieur n° 61412 du 15 mai 1986 adressée au sous-secrétaire de la province de Riyadh concernant l'expulsion de la mère étrangère avec son enfant de filiation inconnue et la possibilité du placement de cet enfant en cas de refus de la mère de voyager avec lui.

²⁶ Correspondance du sous-secrétaire du ministère de l'Intérieur n° 71227 du 24 mai 1986.

²⁷ Circulaire de son Altesse royale ministre de l'Intérieur n° 16/S/919 du 20 oct. 1988.

²⁸ Circulaire de son Altesse royale ministre de l'Intérieur n° 1765 du 25 févr. 1990.

articles 5 et 7 assurent l'égalité entre tous les enfants sans aucune distinction, et le droit à une nationalité tout en déployant des efforts pour résoudre le problème des enfants apatrides ou nés de leurs ressortissants à l'extérieur de leur territoire. L'article 7-3 de la déclaration dispose : « L'enfant de filiation inconnue ou assimilée a droit à une prise en charge et à une protection, à l'exclusion de l'adoption. Il a droit à un nom, à un prénom et à une nationalité ». Il faut souligner que le royaume d'Arabie Saoudite a été l'initiateur de ce texte et qu'il a participé à sa rédaction.

De même, la commission des Affaires religieuses au Conseil consultatif saoudien a conclu, dans son rapport du 8 juin 2005, que la déclaration obéit à la position du royaume et est conforme à ses orientations d'où la nécessité de son approbation.

B. – Par la naissance sur le territoire saoudien (jus soli)

La règle de droit du sol, connue par de nombreuses législations, permet d'attribuer la nationalité du fait de la naissance sur un territoire. L'adoption de cette règle obéit à la volonté de l'État en matière de nationalité et à des raisons politiques, historiques, économiques, etc.

Les lois antérieures de la nationalité saoudienne de 1926, 1930, et 1938³⁰, ont contenu la règle du droit du sol en attribuant la nationalité saoudienne à tout individu né sur le sol saoudien, même de parents étrangers. L'application de cette règle par le législateur saoudien peut s'expliquer par le désir d'unification des territoires après la chute de l'Empire Ottoman ; la priorité étant d'unir les provinces d'Arabie et les tribus pour consolider la naissance du nouveau royaume. Mais cette règle fut de courte durée du fait de l'arrivée de la loi sur la nationalité saoudienne de 1954. En effet, ce revirement de la part du législateur saoudien a provoqué, pour bon nombre d'individus, une perte de la nationalité saoudienne.

La nouvelle rédaction de l'article 7 de la loi de 1954 dispose : « Est saoudien... celui né dans le royaume de parents inconnus, et l'enfant trouvé en Arabie Saoudite est présumé, jusqu'à preuve du contraire, né en Arabie Saoudite ». On conclut, en vertu de cet article, que la règle du droit du sol est considérée comme une exception contrairement à la règle du droit du sang ; le législateur n'attribue plus la nationalité saoudienne aux enfants nés en Arabie Saoudite de parents étrangers.

²⁹ Décret royal n° m/54 du 20 sept. 2006, portant ratification du convenant des droits de l'enfant en Islam par le royaume d'Arabie Saoudite de 2005.

³⁰ Art. 3 de la loi de la nationalité hedjazienne de 1926 ; art. 4 de la loi de la nationalité hedjazienne nadjdienne de 1930 ; art. 7 de la loi de la nationalité saoudienne de 1938.

Désormais le *jus soli* ne s'applique que dans des cas précis afin d'éviter les cas d'apatridie, solution préconisée par les conventions internationales telles que la Convention de La Haye de 1930 concernant certaines questions relatives aux conflits de loi sur la nationalité, et les quatre protocoles dont deux concernant les apatrides ; la Convention de New York relative au statut des apatrides de 1954 et la Convention de New York de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie³¹. De ce fait, les États attribuent leur nationalité aux enfants de parents inconnus.

De même, le législateur saoudien est resté attentif aux recommandations de la *chari'a* islamique concernant le statut des enfants issus de parents inconnus ou trouvés, en assurant leur protection, leur éducation, et leur prise en charge par la communauté musulmane tout entière. L'article 39 du Code de l'État civil impose à la personne ayant trouvé un nouveau-né de le déclarer immédiatement à l'un des centres de police qui doit dresser un procès-verbal, et confier l'enfant aux bureaux chargés de la protection de l'enfance au cas où la personne qui l'a trouvé n'ait pas réclamé sa garde et sa prise en charge.

Le bureau d'aide à la protection de l'enfance doit déclarer le nouveau-né à l'État civil dans un délai de quinze jours à compter de la date de la prise en charge. Dès son enregistrement, un acte de naissance de l'enfant devra être remis à cet organisme (art. 40 du Code). En vertu de l'article 7-2, le législateur saoudien peut attribuer la nationalité saoudienne à l'enfant né de parents inconnus si les conditions suivantes sont réunies : - enfant né sur le territoire saoudien, - enfant né de parents inconnus.

On remarque dans l'article 7-2 que le législateur saoudien a réservé le même sort aux enfants nés de parents inconnus et aux enfants trouvés, or l'appellation d'enfant trouvé peut concerner des enfants de parents inconnus, des enfants issus de relations hors mariage, des enfants légitimes abandonnés pour des raisons liées à la pauvreté.

Quant à l'appellation d'enfants nés de parents inconnus, elle peut concerner des enfants qui n'ont pas pu établir leur filiation du fait de la nature de la relation dont ils sont issus, contrairement à l'enfant trouvé qui peut établir sa filiation en cas d'aveu ou de découverte de ses parents. De plus, l'enfant trouvé est présumé né d'une filiation légitime jusqu'à preuve du contraire or l'enfant conçu hors mariage ne peut bénéficier de cette présomption.

L'article 7-2 représente une issue pour la catégorie d'enfants nés de parents inconnus dans l'attribution de la nationalité saoudienne, et cela pour deux raisons : 1) L'impossibilité d'établir la filiation paternelle des enfants

³¹ P. GUSTAVE, « La conférence de Genève sur l'apatride », *Annuaire français du droit international*, vol. 5, 1959, pp. 504-522.
[url]:http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/afdi_0066_3085_1959_num_5_1_1449

nés hors mariage ; 2) L'abandon de l'enfant par la mère par crainte de subir l'humiliation et le rejet de cette société conservatrice qui reste très attachée à ses traditions et ses coutumes, et reste fidèle aux valeurs de l'Islam.

En s'appuyant sur ces deux raisons, l'État impose, en général, une sanction à la mère auteur de l'acte illicite, puis confie l'enfant aux organismes chargés de la protection de l'enfance en le déclarant de parents inconnus pour qu'il puisse bénéficier de la nationalité saoudienne.

Le législateur saoudien aborde cette solution de façon obscure ou assez floue afin de ne pas encourager les citoyennes et citoyens du royaume à commettre un acte illicite, et à les inciter au respect des lois de la *chari'a* islamique.

II. L'ACQUISITION DE LA NATIONALITÉ SAOUDIENNE

La loi de la nationalité saoudienne de 1954 a énuméré les modes d'acquisition de la nationalité saoudienne. La nationalité saoudienne peut être acquise par la naissance en Arabie Saoudite d'une mère saoudienne, par voie de naturalisation, en raison du mariage d'une étrangère avec un Saoudien.

A. – *Par la naissance en Arabie Saoudite d'une mère saoudienne*

Si la *chari'a* islamique garantit à la femme musulmane le droit de se marier et de choisir un conjoint musulman, la loi de la nationalité n'a pas opté pour ce droit dans la transmission de la nationalité. Le *jus sanguinis* ne profite qu'aux hommes qui peuvent transmettre la nationalité saoudienne de plein droit à leurs enfants nés en Arabie Saoudite ou à l'étranger. Quant à la mère saoudienne, elle ne peut transmettre sa nationalité que si le père est de nationalité inconnue ou apatride (art. 7 de la loi de 1954).

Le mariage mixte reste une affaire complexe pour les Saoudiennes à partir du moment où elles se trouvent dans l'impossibilité de transmettre leur nationalité à leurs enfants.

Notons que le règlement relatif au mariage d'un Saoudien avec une non-Saoudienne ou d'une Saoudienne avec un non-Saoudien du 4 mars 2002³², impose d'acquérir une autorisation préalable du ministère de l'Intérieur à la conclusion d'un mariage mixte (art. 2). Le non-respect de

³² Règlement relatif aux mariages des Saoudiens avec des non-Saoudiennes et des Saoudiennes avec des non-Saoudiens promulgué par décision de son Altesse royale ministre de l'Intérieur n° 6874 du 4 mars 2002, publié au *JO* n° 3886 du 12 avr. 2002.

cette procédure préalable conduit à l'application des sanctions prévues par l'article 9 du règlement dont la non-reconnaissance du mariage conclu entre une Saoudienne et un non-Saoudien (art. 9-1), ainsi que le refus d'entrée en Arabie Saoudite pour l'époux étranger ou son expulsion s'il est déjà résident (art. 9-3).

Dans l'hypothèse où ce mariage est conclu selon les impératifs de la législation saoudienne en matière de statut personnel, et par l'acquisition de l'autorisation du ministère de l'Intérieur, les enfants issus de ce mariage n'acquiescent pas la nationalité saoudienne de plein droit. En effet, l'article 8 de la loi de la nationalité saoudienne de 1954 dispose que : « La nationalité saoudienne peut être accordée par décision du ministre de l'Intérieur à celui né en Arabie Saoudite d'un père étranger et d'une mère saoudienne... ».

Soulignons que l'ancienne rédaction de l'article 8 de la loi prévoyait trois catégories d'individus pour l'acquisition de la nationalité saoudienne : 1) Ceux nés en Arabie Saoudite de parents étrangers ; 2) Ceux nés en Arabie Saoudite d'un père étranger et d'une mère saoudienne ; 3) Ceux nés à l'étranger d'un père étranger de nationalité connue et d'une mère saoudienne.

Ces trois catégories acquiescent la nationalité saoudienne de plein droit dès l'âge de la majorité qui est fixé à 18 ans révolus³³ ; mais le législateur saoudien a modifié cet article le 28 janvier 1985, en supprimant la première et la troisième catégorie tout en gardant seulement la deuxième catégorie concernant ceux nés en Arabie Saoudite d'un père étranger et d'une mère saoudienne³⁴.

La nouvelle rédaction de l'article 8 suppose la réunion de deux facteurs pour l'acquisition de la nationalité saoudienne, qui sont : - La naissance en Arabie Saoudite ; - La naissance d'un père étranger et d'une mère saoudienne.

Malgré la naissance de l'enfant d'une mère saoudienne, mariée selon les dispositions de la *chari'a* islamique, et en vertu d'une autorisation du ministère de l'Intérieur, elle ne peut transmettre sa nationalité saoudienne du fait de la nationalité étrangère de son conjoint.

En effet, la réunion des deux attaches ne permet pas d'acquiescent la nationalité saoudienne de plein droit, il faut l'accomplissement d'autres conditions prévues par cet article : - Qu'il ait à l'âge de sa majorité, une résidence habituelle et régulière en Arabie Saoudite (moyennant la présentation de justificatifs : certificat de scolarité, diplômes, ...etc.)³⁵, - Avoir une conduite irréprochable et ne pas avoir été condamné par un

³³ Règlement interprétatif de la loi de la nationalité saoudienne n° M/75 du 24 mars 1960.

³⁴ Décret royal n° M/14 du 14 févr. 1985.

³⁵ Art. 6 du décret exécutif de la loi de la nationalité saoudienne du 18 avr. 2005.

jugement pénal ou une sanction privative de liberté supérieure à six mois ; - La maîtrise de la langue arabe ; - La déclaration pour l'acquisition de la nationalité saoudienne doit se faire durant l'année qui suit la majorité, au-delà de ce délai, l'enfant perd l'usage de ce droit sur la base de l'article 8 de la loi.

En conséquence, l'acquisition de la nationalité saoudienne est soumise au pouvoir discrétionnaire du ministre de l'Intérieur et cela diffère de ce qui a été considéré comme un droit en vertu du règlement interprétatif de la loi relative à la nationalité saoudienne de 1960. Effectivement, l'acquisition de la nationalité saoudienne en vertu de l'ancienne rédaction de l'article 8 était considérée comme un droit et, à ce titre, la nationalité doit être accordée à tout individu ayant satisfait aux conditions prévues par cet article³⁶.

Bien que l'article 17 de la loi admette le droit à la femme saoudienne de préserver sa nationalité saoudienne en cas de mariage avec un étranger, elle ne mentionne nulle part la possibilité de naturalisation ou d'acquisition de cette nationalité par le mariage pour l'époux étranger.

L'Arabie Saoudite a adhéré à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale³⁷, et à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes³⁸ ; mais des réserves ont été émises sur les dispositions de ces conventions, notamment celles qui sont en opposition avec les dispositions de la *chari'a* islamique, et tout particulièrement l'article 9-2 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes qui stipule : « Les États parties accordent à la femme des droits égaux à ceux de l'homme en ce qui concerne la nationalité de leurs enfants ».

L'application du nouvel article 8 de cette loi peut mener à une situation d'apatridie si la loi nationale du père ne confère la nationalité que pour les enfants nés sur son territoire, ou en cas d'adoption des deux principes, à la fois du *jus sanguinis* et du *jus soli*. Cette distinction entre les deux cas de transmission de la nationalité saoudienne prévus dans les articles 7 et 8 de la loi reste pour le moins incompréhensible de la part du législateur saoudien tout en sachant que la *chari'a* ne s'oppose pas au droit de la femme musulmane de transmettre sa nationalité à ses enfants d'une manière égalitaire au Saoudien.

La *chari'a* islamique fait prévaloir l'intérêt de l'enfant sur toutes autres considérations, certes le législateur saoudien ne tolère pas la situation des binationaux et ses effets négatifs en cas de conflit de nationalités ; mais rien

³⁶ Règlement interprétatif de la loi de la nationalité saoudienne, *op. cit.*, § 7, p. 3.

³⁷ Décret royal n° M/12 du 19 août 1997.

³⁸ Décret royal n° M/25 du 28 août 2000.

ne justifie cette situation inégalitaire entre une Saoudienne et un Saoudien dans la transmission de la nationalité. Si l'enfant, né en Arabie Saoudite d'une mère saoudienne, réside d'une manière permanente dans ce pays, il est préférable de lui attribuer la nationalité saoudienne dès sa naissance afin qu'il ne se sente pas étranger en présence de sa mère saoudienne dans un pays où il est né et, y ayant vécu longuement, de lui accorder cette possibilité de plein droit dès qu'il atteint l'âge de la majorité.

Enfin, le législateur saoudien a établi un système de points pour l'étude et l'instruction des dossiers de demandes de naturalisation. À ce propos, l'article 8 du décret exécutif de la loi de la nationalité saoudienne a mentionné des critères à satisfaire, dont l'ensemble est égal à trente-trois points, le demandeur de naturalisation devant rassembler vingt-trois points au moins. Dans le troisième paragraphe du troisième critère, il est mentionné que : « Si le père est Saoudien, le demandeur obtient trois points ; Si la mère et le père sont saoudiens, il obtient trois points ; Si la mère seule est saoudienne, il obtient deux points... ». Le législateur saoudien ne mentionne nulle part les raisons de cette inégalité entre le père saoudien et la mère saoudienne.

Malgré les réformes réalisées par certains pays arabes³⁹ en matière de nationalité notamment en ce qui concerne le droit de la mère à transmettre sa nationalité à ses enfants, le législateur saoudien n'a pas suivi ; or les dernières réformes soutenues et réalisées par le roi Abdallah bin Abdelaziz dont la nomination de femmes au Conseil consultatif (parlement saoudien), en matière de travail des femmes saoudiennes et en matière d'enseignement supérieur (bourses), nous laissent optimistes sur une éventuelle réforme de la loi de la nationalité saoudienne tout particulièrement à propos des dispositions inégalitaires entre l'homme saoudien et la femme saoudienne.

B. – *Par voie de naturalisation*

Selon la loi de la nationalité saoudienne, l'étranger est celui qui n'a pas la nationalité saoudienne (art. 3-c). Les étrangers sont soumis à la loi du 4 juin 1971⁴⁰, qui gère l'entrée, le séjour et les sanctions prévus en cas de non respect de ses dispositions. Le législateur saoudien prévoit, en matière de nationalité, la possibilité pour un étranger résident en Arabie Saoudite d'acquérir la nationalité saoudienne en satisfaisant à certaines conditions

³⁹ Art. 6 du Code de la nationalité algérienne modifié par l'ordonnance n° 05-01 du 27 févr. 2005 ; art. 6 du Code de la nationalité marocaine modifié par la loi n° 62-06 promulguée par le *dahir* n° 1-07-80 du 23 mars 2007, publié au *BO* n° 5514 du 5 avr. 2007.

⁴⁰ Loi relative à la résidence n° 17/2/25/1337 du 4 juin 1952.

évoquées par l'article 9 de la loi de 1954. La naturalisation repose sur un acte volontaire de l'étranger désireux d'acquérir la nationalité saoudienne.

L'article 9 de la loi dispose que : « l'étranger peut acquérir la nationalité saoudienne s'il satisfait aux conditions suivantes :

a) Avoir atteint l'âge de la majorité⁴¹ au jour du dépôt de la demande, et avoir une résidence de dix ans⁴² ininterrompus en Arabie Saoudite... ». La preuve de sa résidence doit être justifiée par une carte de résident, ce qui exclut les autres modes de preuve⁴³ (art. 9 du décret exécutif de la loi). L'étranger ayant résidé la durée prévue et ayant présenté sa demande de naturalisation ne doit pas, en cas de départ pour l'étranger, dépasser le délai d'un an ; par contre s'il réside pendant la durée prévue puis quitte l'Arabie Saoudite sans présenter de demande, dans ce cas il ne doit pas dépasser un délai de six mois à l'étranger (art. 20 de la loi) ;

b) Être sain de corps et d'esprit⁴⁴ ;

c) Avoir une bonne moralité, et n'avoir fait l'objet d'aucune condamnation pour un crime moral d'une durée supérieure à 6 mois ;

d) Exercer un métier rare dont le royaume a besoin⁴⁵ ;

e) Justifier de moyens d'existence légaux ;

f) Avoir la maîtrise de la langue arabe lue, parlée et écrite ;

g) Renoncer à sa nationalité d'origine, et remettre tous les documents (passeport, cartes, etc.), qui le liaient à son pays d'origine.

De même, on peut ajouter une autre condition qui n'a pas été mentionnée expressément par le législateur saoudien, mais qui peut être connue d'une manière implicite ; il s'agit de la religion du futur naturalisé qui doit être de confession musulmane, car le royaume reste attaché à la religion musulmane, et la *chari'a* islamique demeure toujours la seule source de ses lois et règlements.

Les demandes de naturalisation doivent être adressées au ministère de l'Intérieur et examinées par la Commission des naturalisations qui est composée de trois membres dont un juriste (art. 8 du décret exécutif de la loi). Lors de l'examen du dossier, l'étranger demandeur de la nationalité saoudienne doit rassembler au moins vingt-trois points de l'ensemble des

⁴¹ L'âge de la majorité est fixé à 18 ans révolus (art. 1-c du décret exécutif de la loi relative à la nationalité saoudienne du 18 avr. 2005).

⁴² Ce texte a été amendé 3 fois : la première loi de nationalité de 1938 avait fixé une durée de 3 ans, la loi de 1974 a prolongé cette durée à 5 ans et, en dernier lieu, l'amendement du 18 oct. 2004 avait modifié la durée en la fixant à 10 années ininterrompues.

⁴³ Celui né d'une mère saoudienne et d'un père étranger peut prouver, par tous moyens, sa résidence en Arabie Saoudite à l'âge de sa majorité (art. 8-a de la loi).

⁴⁴ Cela peut être prouvé par la délivrance d'un rapport médical par un hôpital public (art. 10 du décret exécutif de la loi).

⁴⁵ Les métiers sont ceux de médecin, d'ingénieur et ceux concernant des spécialités rares. La preuve de ces compétences doit être justifiée ou prouvée par les diplômes obtenus dans ces domaines (art. 11 du décret exécutif de la loi).

trente-trois points. Chaque critère (diplômes, liens familiaux, etc.) représente un ensemble de points.

L'étranger ayant satisfait aux conditions précitées peut acquérir la nationalité saoudienne par la promulgation d'un décret royal ou par le Président du Conseil des ministres (le Roi) sur proposition du ministre de l'Intérieur qui peut refuser l'acquisition de la nationalité saoudienne sans évoquer les raisons ou les motifs de ce refus, et cela même si l'étranger avait rempli les conditions prévues par l'article 9 de la loi (art. 10). Notons que le roi peut attribuer la nationalité saoudienne à tout étranger qui ne remplit pas les conditions énumérées par l'article 9 de la loi (art. 29 de la loi).

S'il y a acquisition de la nationalité saoudienne, le décret de naturalisation aura des effets sur la personne du naturalisé ainsi sur les membres de sa famille, c'est-à-dire un effet collectif.

1. Effets de la naturalisation sur la personne du naturalisé

Dès la promulgation du décret de naturalisation, le naturalisé acquiert les mêmes droits que ceux accordés aux Saoudiens sauf dans des domaines qui restent réservés aux Saoudiens jouissant d'une nationalité d'origine (membres du Conseil consultatif, magistrature, armée, etc.). À l'exception des hautes fonctions civiles et militaires, le naturalisé peut bénéficier de tous les droits dans les domaines du droit privé ou du droit public ; d'autre part, la personne naturalisée doit supporter toutes les obligations liées à la nationalité saoudienne.

2. Effet collectif de la naturalisation

Cela concerne l'épouse du naturalisé et ses enfants. S'agissant de l'épouse du naturalisé, l'ancienne rédaction de l'article 14 de la loi de la nationalité saoudienne permettait l'acquisition de la nationalité saoudienne dès la naturalisation de son époux, mais en lui donnant aussi la possibilité de manifester son désir de conserver sa nationalité d'origine durant l'année qui suit la naturalisation de son époux.

Le nouvel article 14⁴⁶ de la loi pose de nouvelles conditions que l'épouse doit satisfaire pour l'acquisition de la nationalité saoudienne. En effet, elle ne devient saoudienne que si elle réside en Arabie Saoudite, elle doit présenter une demande mentionnant son désir d'acquérir la nationalité saoudienne et répudier sa nationalité d'origine (art. 14-1 de la loi).

S'agissant des enfants du naturalisé, le législateur saoudien a distingué entre deux catégories d'enfants : la première catégorie concerne les enfants mineurs qui n'ont pas atteint l'âge de la majorité, ils acquièrent la nationalité

⁴⁶ Décret royal n° M/54 du 12 déc. 2004.

saoudienne par effet collectif à la condition d'une résidence en Arabie Saoudite, ou s'ils sont venus avant l'âge de la majorité (art. 14-2 de la loi).

La deuxième catégorie d'enfants concerne ceux qui ont atteint l'âge de la majorité au moment de la naturalisation de leur père ; le ministre de l'Intérieur peut leur accorder la nationalité saoudienne à la condition d'une résidence de cinq ans minimum en Arabie Saoudite, et l'obligation de faire une demande de naturalisation au cours de l'année qui suit la date de la naturalisation de leur père (art. 14-3 de la loi).

C. – L'acquisition de la nationalité saoudienne en raison du mariage

L'acquisition de la nationalité saoudienne en raison du mariage n'est possible que pour les femmes étrangères épousant un Saoudien. La loi relative à la nationalité saoudienne ne mentionne nulle part la possibilité pour un étranger d'acquérir la nationalité saoudienne par le fait du mariage avec une Saoudienne.

Le Royaume semble ne pas tolérer les conséquences d'un mariage mixte qui puissent menacer l'unité de la société saoudienne et son ordre public. C'est dans ce sens que le Royaume a promulgué le règlement relatif au mariage d'un Saoudien avec une non-Saoudienne et d'une Saoudienne avec un non-Saoudien⁴⁷ qui a déterminé avec clarté les critères selon lesquels le ministère de l'Intérieur saoudien peut accorder une autorisation afin de contracter un mariage mixte.

Ce règlement prévoit une interdiction catégorique pour une catégorie de Saoudiens qui occupent des postes de haute responsabilité ou de hautes fonctions civiles ou militaires de contracter des mariages avec des non-saoudiens, sauf autorisation expresse émanant du Roi (art. 1^{er}).

En conséquence, les Saoudiens, non visés par cet article, peuvent contracter un mariage mixte après avoir eu l'autorisation délivrée par le ministère de l'Intérieur (art. 2). L'autorisation ne peut être délivrée qu'après confirmation de la régularité et de la compatibilité de ce mariage mixte avec les conditions requises pour la célébration du mariage musulman⁴⁸ (art. 2).

Les Saoudiens ayant épousé une non-Saoudienne ne peuvent occuper de hautes fonctions civiles ou militaires citées à l'article 1^{er} du règlement (art. 8). Il n'est pas autorisé pour les Saoudiens et Saoudiennes de se marier avec des étrangers ou avec des étrangères qui sont exclus pour des raisons

⁴⁷ Cf. *supra*, note 32.

⁴⁸ Les conditions requises sont : le consentement des deux époux, la présence de deux témoins, du tuteur et d'une dot.

propres à leurs personnes, leurs nationalités ou à leurs croyances non reconnues par la *chari'*à islamique (art. 6).

La charge de la vérification de la conformité du mariage mixte aux dispositions de ce règlement incombe aux juridictions de droit commun ; quant aux mariages mixtes célébrés à l'étranger, les services consulaires saoudiens installés à l'étranger doivent procéder à cette vérification avant la conclusion de chaque mariage (art. 7). En revanche, la conclusion d'un mariage mixte en désaccord avec les dispositions du règlement expose le Saoudien ou la Saoudienne aux sanctions suivantes : des sanctions disciplinaires infligées par la juridiction de droit public *Diwan al-mazalim* ; le refus de l'enregistrement du mariage par les autorités saoudiennes compétentes ; le refus d'entrée ou de séjour de l'époux ou de l'épouse étrangers en Arabie Saoudite (art. 9).

Soulignons que le gouvernement saoudien vient de déposer un projet de règlement devant le Conseil consultatif proposant de nouvelles sanctions pour les contrevenants au règlement relatif aux mariages mixtes⁴⁹, dont la possibilité de condamner le Saoudien ou la Saoudienne à une amende qui ne puisse excéder cent mille riyals saoudien⁵⁰ et la privation de contracter des emprunts auprès des institutions bancaires saoudiennes. Cette somme sera versée sur un compte courant de l'Agence monétaire saoudienne au profit du ministère des Affaires sociales dans le but de financer les associations caritatives qui soutiennent les mariages entre Saoudiens.

Quant aux mariages mixtes conclus entre des Saoudiens et des non-Saoudiennes en accord avec les dispositions du règlement, le législateur saoudien a accordé la possibilité à l'épouse étrangère d'acquérir la nationalité saoudienne si elle la demande.

En effet, l'article 16 de la loi relative à la nationalité saoudienne dispose que : « le ministre de l'Intérieur peut accorder la nationalité saoudienne à l'épouse étrangère d'un Saoudien si elle présente une demande et répudie sa nationalité d'origine... ». Le législateur saoudien veut donner, par l'exigence de la demande faite par l'épouse étrangère, la possibilité d'exprimer volontairement son désir pour l'acquisition de la nationalité saoudienne ou le choix de conserver sa nationalité d'origine. L'exigence de la répudiation de la nationalité d'origine s'explique par le fait que le législateur saoudien ne tolère pas la double nationalité. De plus, l'épouse étrangère doit satisfaire aux conditions requises par l'article 11 du décret exécutif de la loi de la nationalité saoudienne, dont : La preuve et la conformité du mariage à la *chari'*à islamique ; L'obligation de répudier sa

⁴⁹ Journal *aleqtissadia*, n° 6105 du 29 juin 2010, [url] http://www.qlcat.com/2010/06/.../article_413010.print.

⁵⁰ Équivalent de 19 230 €.

nationalité d'origine devant le juge ou le greffier du tribunal du droit commun ; La conformité du mariage aux dispositions du règlement régissant les mariages entre Saoudiens et non-Saoudiennes. Faire une déclaration certifiant sa non condamnation par un tribunal pour des affaires criminelles ou morales ; La preuve de cinq ans minimum d'existence du lien conjugal. Ce délai de cinq ans de communauté de vie entre les époux peut être diminué selon les cas énumérés par cet article dont la naissance en Arabie Saoudite de parents étrangers, la différence d'âge entre les époux qui ne doit pas excéder cinq ans, naissance d'enfants, etc.

Notons que l'article 16 de la loi de la nationalité saoudienne soumet l'acquisition de la nationalité saoudienne par l'épouse étrangère au pouvoir discrétionnaire du ministre de l'Intérieur. En l'absence de statistiques concernant les mariages mixtes, le nombre de naturalisations des épouses étrangères demeure inconnu à ce jour.

S'agissant de la nationalité des enfants issus d'un mariage mixte, entre un Saoudien et une non-saoudienne, ils sont Saoudiens de plein droit en vertu du droit du sang prévu à l'article 7 de la loi.

Quant à la femme saoudienne ayant épousé un non-Saoudien, ses enfants ne peuvent acquérir la nationalité saoudienne qu'après avoir atteint l'âge de la majorité⁵¹ et la satisfaction des conditions requises par l'article 8 de la loi.

Enfin, l'article 16 de la loi est en accord avec les dispositions de la Convention de New York sur la nationalité de la femme mariée de 1957⁵², concernant l'étrangère mariée à un ressortissant d'un autre État qui peut, sur sa demande, acquérir la nationalité de son mari dans les conditions prévues par la législation nationale (art. 3-1). Ainsi, les dispositions de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes de 1979, plus précisément l'article 9-2 qui garantit le libre choix à la femme d'acquérir la nationalité de son mari, soit de conserver sa nationalité d'origine.

III. LA PERTE DE LA NATIONALITÉ SAOUDIENNE

Selon les dispositions de la loi de nationalité saoudienne, la perte de la nationalité saoudienne peut être due à l'acquisition volontaire d'une nationalité étrangère, par une décision des autorités publiques ou par la déchéance de la nationalité saoudienne.

⁵¹ L'âge de la majorité est fixé à 18 ans révolus.

⁵² Convention de New York sur la nationalité de la femme mariée, ouverte à la signature à New York le 29 janv. 1957, entrée en vigueur le 11 août 1957.

A. – L'acquisition volontaire d'une nationalité étrangère

Si la Déclaration de droits de l'homme avait assuré le droit à une nationalité, ainsi que le droit au changement de nationalité ou l'acquisition d'une nouvelle nationalité outre la nationalité d'origine (art. 15), les législations en matière de droit de la nationalité s'avèrent différentes dans chaque pays. Nombreux sont les pays qui tolèrent la double nationalité sans exiger la condition de la répudiation de la nationalité d'origine pour l'acquisition de la nouvelle nationalité. Certes, les pays qui ne tolèrent pas la double nationalité, craignent les conséquences de conflits de nationalité et souhaitent s'assurer ainsi de la loyauté du nouveau naturalisé.

La législation saoudienne en matière de nationalité ne fait pas exception. Le législateur saoudien exige de tous les Saoudiens désireux de changer leur nationalité dans le but d'acquérir une nouvelle nationalité, l'obtention d'une autorisation préalable saoudienne (art. 11 de la loi). La demande d'autorisation doit être adressée au ministère de l'Intérieur ou aux autorités et représentations consulaires pour les Saoudiens résidant à l'étranger (art. 24 de la loi).

En soumettant cette demande pour l'acquisition de l'autorisation, le Saoudien consent expressément à la répudiation volontaire de sa nationalité d'origine qui est la nationalité saoudienne, mais son épouse bénéficie du libre choix accordé par la législation, soit de conserver sa nationalité saoudienne, soit d'acquérir la nouvelle nationalité si la législation étrangère lui accorde cette nationalité par effet collectif, mais dans ce cas elle perd la nationalité saoudienne avec l'accord des autorités saoudiennes sur la base de la demande qu'elle a présentée (art. 12 de la loi). En conséquence, les enfants mineurs perdent à leur tour la nationalité saoudienne du fait de leur rattachement au père, mais ils auront la possibilité de réintégrer la nationalité saoudienne au cours de l'année qui suit leur majorité (art. 12 de la loi).

En revanche, le Saoudien ayant acquis une nationalité étrangère sans l'accord des autorités saoudiennes peut être sanctionné par la perte de sa nationalité saoudienne comme il peut aussi la conserver. Le législateur saoudien attribue un pouvoir discrétionnaire au président du Conseil des ministres (le Roi) afin de décider de la perte ou non de la nationalité saoudienne (art. 11 et 13 de la loi). En vertu de ces articles, le Saoudien conserve sa nationalité sauf décret du Roi mentionnant la décision de perte : ceci nous conduit à la déduction suivante : la perte de la nationalité saoudienne, en cas d'acquisition d'une nationalité étrangère, n'est pas automatique et le législateur saoudien n'a pas tranché définitivement la question de la double nationalité.

L'article 11 de la loi dispose : « ... le Saoudien qui a acquit une nationalité étrangère avant l'obtention de l'autorisation sera considéré saoudien sauf si le gouvernement de sa majesté en décide autrement... », ainsi l'article 13 de la loi dispose que : « la perte de la nationalité saoudienne peut être décidé par décret dans les cas suivants : ... acquisition d'une nationalité étrangère en contravention avec l'article 11 de la loi... ».

Si la perte de la nationalité saoudienne est déclarée par décret, la sanction ne s'étend pas aux autres membres de la famille. En effet, l'épouse et les enfants conservent la nationalité saoudienne en application de l'article 19-b de la loi.

Le mariage mixte peut être une raison de la perte de la nationalité saoudienne pour la Saoudienne ayant opté pour la nationalité étrangère de son époux, mais le législateur saoudien lui a accordé le libre choix de conserver sa nationalité d'origine ou sa perte si elle décide d'opter pour la nationalité étrangère (art. 17 de la loi). Cet article va dans le sens des dispositions de la Convention de New York de 1957 sur la nationalité de la femme mariée, et de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes de 1979 qui accordent à la femme mariée le libre choix de conserver sa nationalité d'origine ou le recours à une nouvelle nationalité étrangère tout en respectant sa volonté.

La Saoudienne ne peut réintégrer la nationalité saoudienne sauf en cas de rupture du lien conjugal et de la résidence en Arabie Saoudite (art. 18 de la loi).

B. – La perte de la nationalité saoudienne par décision des autorités publiques

Soucieux de la stabilité du Royaume et de sa cohésion sociale, le législateur saoudien a énuméré les cas selon lesquels un Saoudien peut perdre la nationalité saoudienne par la force de la loi en cas d'accomplissement des actes suivants : Acquisition d'une nationalité étrangère en contravention avec l'article 11 de la loi ; Se mettre au service d'une force armée d'un gouvernement étranger sans l'accord préalable du gouvernement de sa majesté le Roi ; Se mettre au service d'un État ou d'un gouvernement étranger qui est en guerre avec le Royaume d'Arabie Saoudite ; S'il obtient une fonction au profit d'un gouvernement étranger, et cela malgré l'ordre qui lui a été adressé de la quitter (art. 13- a, b, et c de la loi).

Au Saoudien ayant accompli ces actes sera adressé un avertissement de trois mois avant la décision de la perte de la nationalité saoudienne afin qu'il mesure l'impact de ses actes. La non prise en compte de cet avertissement

peut déclencher une procédure de perte de la nationalité, ainsi que la perte de ses biens immobiliers et l'interdiction de séjour sur le territoire saoudien, ou le refus de son retour au pays (art. 13-2 de la loi).

Notons que la sanction prévue à l'article 13-2 de la loi est une sanction personnelle qui ne s'étend pas aux autres membres de la famille du Saoudien sanctionné, sauf si son épouse choisit la nouvelle nationalité de son époux. Elle ne peut réintégrer sa nationalité d'origine après rupture du lien conjugal. Ainsi, les enfants s'ils sont mineurs mais résident hors du royaume acquièrent la nouvelle nationalité du père, et ne pourront réintégrer la nationalité saoudienne qu'à l'âge de la majorité sans aucune autre condition. Ils auront les mêmes droits que ceux reconnus aux Saoudiens sans la moindre exception (art. 19-a de la loi).

S'agissant des enfants mineurs résidants en Arabie Saoudite, ils conservent la nationalité saoudienne afin qu'ils ne se considèrent pas comme des étrangers au sein de la société saoudienne et au sein même de leur famille saoudienne.

Enfin, sauf le Roi, nul n'a le droit de décider de la perte de la nationalité saoudienne, et cela même en l'absence des cas prévus par l'article 13 de la loi (art. 29).

C. – La déchéance de la nationalité saoudienne

La déchéance de la nationalité concerne en premier lieu le Saoudien par acquisition ou le naturalisé. Il peut être déchu de sa nationalité saoudienne s'il commet certains actes durant les dix ans qui suivent sa naturalisation :
a) condamnation par un jugement contenant des sanctions ou des peines prévues par la *chari'* à islamique, ou l'emprisonnement d'une durée excédant six mois pour un acte ayant trait à l'honneur ou à la confiance ;
b) condamnation par un jugement l'inculpant pour un acte quelconque qui menace la sûreté de l'État, ou pour avoir participé à cet acte ou être parmi ceux dont la présence en Arabie Saoudite est indésirable (art. 21-a, b de la loi).

Ainsi, le naturalisé peut être déchu de sa nationalité saoudienne à tout moment s'il s'avère qu'il l'a acquit en fournissant de faux documents, de fausses déclarations, par fraude, par la falsification des documents ou en fournissant des renseignements qui ont facilité l'acquisition de la nationalité saoudienne (art. 22).

La déchéance de la nationalité saoudienne, pour les raisons invoquées ci-dessus, est prononcée par un décret du président du Conseil des ministres (le Roi) sur proposition du ministre de l'Intérieur, mais le législateur saoudien a soumis cette sanction au pouvoir discrétionnaire du président du

Conseil des ministres (le Roi), qui seul peut décider de la déchéance ou non de la nationalité saoudienne d'un Saoudien naturalisé.

En conséquence, les autres membres de la famille du naturalisé déchu de sa nationalité, son épouse et ses enfants se verront déchus de leur nationalité saoudienne qu'ils ont acquis par le biais de l'effet collectif (art. 23).

Néanmoins, l'épouse et les enfants peuvent réintégrer la nationalité saoudienne s'ils s'avèrent pour les autorités saoudiennes qu'ils sont d'une bonne moralité, ainsi que la preuve de l'inexistence de tout empêchement pour leur réintégration à la nationalité saoudienne avec la prise en compte de la période antérieure à la décision de la déchéance. La décision de la réintégration de la nationalité saoudienne aura un effet rétroactif (art. 23). Le législateur saoudien a décidé cette mesure pour des raisons purement humanitaires imposées par la tolérance de l'Islam comme en témoigne le verset 7 de la *Sourate* 39 (*az-zummar* – les groupes) : « ...nul pêcheur ne portera les péchés d'autrui... ».